

Le traitement de l'ingénieur-conseiller comptant au moins douze ans d'ancienneté dans le niveau 1 et signalé « très bon » est fixé dans l'échelle de traitements :

1 421 734 — 1 981 139
11/2 x 50 855

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications
et des Entreprises publiques

G. COËME

De wedde van de ingenieur-adviseur met ten minste twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 en de beoordeling « zeer goed » wordt vastgesteld in de weddeschaal :

1 421 734 — 1 981 139
11/2 x 50 855

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen
en Overheidsbedrijven,

G. COËME

F. 93 — 1007

18 MARS 1993. — Arrêté royal relatif à l'engagement du personnel contractuel à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 71, 72 et 73, § 2;

Vu l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, notamment l'article 8, modifié par la loi du 20 février 1990;

Vu les protocoles du comité de secteur VIII du 30 octobre 1991 et du 11 mars 1993;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 11 février 1993;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 février 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « institut » : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;

2° « ministre » : le ministre qui a les postes et les télécommunications dans ses attributions.

Art. 2. Les recrutements visés à l'article 73, § 2, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques sont autorisés par le ministre, après avis de l'inspecteur des finances.

Art. 3. Le personnel engagé par contrat de travail doit remplir les conditions d'admissibilité fixées par l'article 12 de l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Art. 4. § 1^{er}. Le personnel engagé par contrat pour exécuter des tâches du niveau 1 nécessitant une connaissance ou une expérience de haute qualification doit, en outre, justifier, par la possession d'un ou de plusieurs diplômes complémentaires et par une expérience professionnelle utile, des qualifications requises pour les tâches à exécuter.

Les tâches à exécuter et les qualifications particulières requises sont déterminées par le ministre et sont portées à la connaissance du public par voie d'affichage ou par tout autre mode de publicité déterminé par le ministre.

Le ministre ou son délégué détermine les modalités de l'affichage ou des autres modes de publicité choisis.

Les intéressés disposent d'un délai de quinze jours au moins pour introduire leur candidature.

N. 93 -- 1007

18 MAART 1993. — Koninklijk besluit betreffende de indienstneming van contractueel personeel bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 71, 72 en 73, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, inzonderheid het artikel 8, gewijzigd bij de wet van 20 februari 1990;

Gelet op de protocollen van het Sectorcomité VIII van 30 oktober 1991 en van 11 maart 1993;

Gelet op het akkoord van Onze Minister voor Openbaar Ambt, gegeven op 11 februari 1993;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 februari 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, en het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « instituut » : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

2° « minister » : de minister tot wiens bevoegdheid de postdiensten en de telecommunicatie behoren.

Art. 2. De wervingen bedoeld in artikel 73, § 2, 2e lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven worden toegestaan door de minister, na advies van de inspecteur van financiën.

Art. 3. De bij een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden moeten voldoen aan de toelaatbaarheidsvereisten gesteld bij artikel 12 van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Art. 4. § 1. De personeelsleden die bij een arbeidsovereenkomst in dienst genomen zijn om taken van niveau 1 te vervullen welke een kennis of ervaring op hoog niveau vereisen, moeten bovendien door het bezit van één of meer aanvullende diploma's en door nuttige beroepservaring aantonen de vereiste kwalificaties te hebben voor de uit te voeren taken.

De uit te voeren taken en de vereiste bijzondere kwalificaties worden door de minister bepaald en worden door aanplakking of op enige andere door de minister vastgestelde wijze van bekendmaking ter kennis gebracht van het publiek.

De minister of diens gemachtigde bepaalt de nadere regels betreffende de aanplakking of de overige wijzen van bekendmaking.

De belangstellenden beschikken over ten minste vijftien dagen om te solliciteren.

§ 2. Le personnel engagé en vertu du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'est pour la durée des tâches à effectuer, sans que cette durée puisse excéder cinq ans.

Art. 5. § 1^{er}. L'engagement du personnel recruté afin de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel ou afin de remplacer des membres du personnel statutaire ou contractuel pendant des périodes d'absence temporaire, se fait parmi les lauréats d'un concours de recrutement pour le grade correspondant aux fonctions à exercer et en respectant l'ordre de ce classement.

A défaut de candidats satisfaisant à cette condition, le ministre peut, sans déroger à l'article 3, faire appel à d'autres candidats.

§ 2. Le personnel engagé en vertu du § 1^{er}, l'est pour la durée des besoins exceptionnels et temporaires à rencontrer ou pour la durée des remplacements à assurer, sans que cette durée puisse excéder cinq ans.

Art. 6. § 1^{er}. Par personnel recruté pour exécuter des tâches auxiliaires, il y a lieu d'entendre :

- 1^o les personnes chargées des travaux de nettoyage ou des services des restaurants;
- 2^o le personnel saisonnier;
- 3^o les étudiants engagés pour la durée des vacances scolaires;

4^o le personnel destiné à effectuer des prestations incomplètes.

§ 2. Par personnel recruté pour exécuter des tâches spécifiques, il y a lieu d'entendre le personnel spécifique nécessaire à l'exécution de programmes de recherche ou d'études.

Les engagements effectués conformément à l'alinéa premier ne peuvent pas être conclus pour une durée supérieure à celle du programme de recherche ou de l'étude et ils ne confèrent aux travailleurs engagés aucun titre à l'obtention d'un emploi à titre définitif.

Par personnel spécifique, il faut entendre le personnel qui possède les qualifications scientifiques ou techniques requises par l'exécution du programme ou de l'étude.

Art. 7. Sous réserve de ce que prévoient l'article 9 ainsi que l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères, les personnes engagées par contrat de travail reçoivent :

- 1^o une rémunération égale :
 - a) au traitement octroyé, pour les mêmes fonctions, au personnel contractuel des ministères, lorsqu'il s'agit de personnes visées à l'article 6;
 - b) dans les autres cas, au traitement octroyé à un agent définitif de l'institut, pour la même fonction ou pour une fonction analogue;
- 2^o dans les limites de l'article 8, les augmentations intercalaires liées à la rémunération mentionnée au 1^o;
- 3^o une allocation de foyer ou de résidence, aux mêmes conditions que le personnel définitif de l'institut;
- 4^o une pécule de vacances, aux mêmes conditions que le personnel définitif de l'institut;
- 5^o une allocation de fin d'année, aux mêmes conditions que le personnel définitif de l'institut;
- 6^o les mêmes indemnités et allocations que celles octroyées pour la même fonction ou une fonction équivalente, aux mêmes conditions que le personnel définitif de l'institut.

Art. 8. § 1^{er}. Conformément aux règles valables pour le personnel définitif de l'institut, sont pris en considération pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services prestés à temps plein, pour l'Etat ou pour un autre service public, en tant que :

- 1^o temporaire, nommé conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut du personnel temporaire;
- 2^o temporaire, nommé conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire;
- 3^o travailleur du « cadre spécial temporaire »;
- 4^o travailleur du « troisième circuit du travail »;
- 5^o stagiaire recruté en application de la législation sur le stage des jeunes;
- 6^o contractuel subventionné;
- 7^o membre du personnel engagé par contrat, autre que visé au 3^o, 4^o, 5^o et 6^o.

§ 2. De personeelsleden die krachtens § 1, eerste lid, in dienst zijn genomen, zijn zulks voor de duur van de uit te voeren taken, zonder dat die duur langer mag zijn dan vijf jaar.

Art. 5. § 1. De indienstneming van de personeelsleden die zijn geworven om te voorzien in buitengewone en tijdelijke personeelsbehoeften of om statutaire of contractuele personeelsleden te vervangen gedurende periodes van tijdelijke afwezigheid, geschiedt onder de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen voor de graad die overeenstemt met de te vervullen functies en met inachtneming van de volgorde van de rangschikking.

Bij ontstentenis van gegadigden die aan deze voorwaarden voldoen, kan de minister een beroep doen op andere gegadigden, zonder van artikel 3 af te wijken.

§ 2. De personeelsleden die krachtens § 1 in dienst zijn genomen, zijn zulks voor de duur van de buitengewone en tijdelijke behoeften of van de vervangingen waarin moet worden voorzien, zonder dat die duur langer mag zijn dan vijf jaar.

Art. 6. § 1. Onder personeel aangeworven om bijkomende taken uit te voeren moet worden verstaan :

- 1^o de personen belast met onderhoudswerkzaamheden of diensten in de restaurants;
- 2^o het seizoenpersoneel;
- 3^o de studenten aangeworven voor de duur van de schoolvakanties;
- 4^o het personeel bestemd om onvolledige prestaties te verrichten.

§ 2. Onder personeel aangeworven om bijzondere taken uit te voeren moet worden verstaan, het specifiek personeel dat nodig is voor de uitvoering van researchprogramma's of studies.

De overeenkomstig het eerste lid verrichte indienstnemingen mogen niet afgesloten worden voor een duur welke die van het researchprogramma of de studie overschrijdt en verlenen de in dienst genomen werknemers geen aanspraak op het definitief bekleeden van een ambt.

Onder specifiek personeel dient te worden verstaan het personeel dat de nodige wetenschappelijke of technische kwaliteiten bezit welke vereist zijn voor de uitvoering van het programma of de studie.

Art. 7. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 9 en in het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries, ontvangen de bij een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden :

- 1^o een bezoldiging :
 - a) gelijk aan de wedde die voor dezelfde ambten wordt toegekend aan de contractuele personeelsleden van de ministeries, wanneer het de in artikel 6 bedoelde personen betreft;
 - b) in de overige gevallen, gelijk aan de wedde die voor hetzelfde ambt of een daarmee gelijkstaand ambt wordt toegekend aan een vastbenoemd ambtenaar van het instituut;
- 2^o binnen de perken van artikel 8, de tussentijdse verhogingen verbonden aan de in 1^o vermelde bezoldigingen;
- 3^o een hard- of standplaatstoelage onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemd personeel van het instituut;
- 4^o een vakantiegeld onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemd personeel van het instituut;
- 5^o een eindejaarstoelage onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemd personeel van het instituut;
- 6^o dezelfde vergoedingen en toelagen als die toegekend voor hetzelfde ambt of een daarmee overeenstemmend ambt, onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemd personeel van het instituut.

Art. 8. § 1. Overeenkomstig de voor het vastbenoemd personeel van het instituut geldende regels, worden in aanmerking genomen voor het toekennen van de tussentijdse verhogingen, de voor het Rijk of voor een andere openbare dienst verrichte diensten, met volledige prestaties, als :

- 1^o tijdelijke, benoemd overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel;
- 2^o tijdelijke, benoemd overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regent van 30 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel;
- 3^o werknemer in het « bijzonder tijdelijk kader »;
- 4^o werknemer in het « derde arbeidscircuit »;
- 5^o stagiair, geworven met toepassing van de wetgeving op de stage der jongeren;
- 6^o gesubsidieerde contractueel;
- 7^o personeelslid, in dienst genomen bij een andere overeenkomst dan die bedoeld in 3^o, 4^o, 5^o en 6^o.

Ne sont pas prises en considération :

1^o pour le temporaire, les périodes de suspension de service pour cause de maladie ou d'infirmité, qui dépassent :

a) 30 jours pour les agents qui ont moins de deux ans de service;

b) 60 jours pour les agents qui ont entre deux ans et moins de quatre ans de service;

c) 90 jours pour les agents qui ont quatre ans de service et plus;

2^o pour la personne engagée par contrat de travail, les périodes de suspension qui ne sont pas rémunérées et qui ne sont pas prises en considération pour l'avancement de traitement, sauf le jour de carence.

§ 2. Les services, y compris les périodes qui, suivant le statut des agents de l'institut, correspondent à une situation dans laquelle un agent de l'institut conserve ses droits à l'avancement de traitement, que le contractuel a prestés dans le secteur public en tant que chômeur mis au travail, sont pris en considération à concurrence d'un maximum de six ans lors de l'octroi des augmentations intercalaires.

Les services prestés pris en considération en application de l'alinéa premier sont calculés par mois; ceux qui ne couvrent pas un mois complet ne sont pas admis.

§ 3. Si le traitement fixé conformément aux §§ 1^{er} et 2 est inférieur au traitement dont le membre du personnel jouit au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, sur base de son occupation comme temporaire ou comme chômeur mis au travail, le contractuel continue à jouir de ce traitement plus élevé jusqu'à ce que conformément aux règlements pécuniaires en vigueur, il obtienne un traitement au moins égal à ce montant.

Art. 9. La personne qui a été recrutée en application de l'article 4 bénéficie d'une rémunération correspondant à ses qualifications. Le montant de cette rémunération est fixé par le ministre. Celui-ci ne peut fixer un montant supérieur à celui qui résulterait de l'application des articles 7 et 8 qu'après avoir recueilli l'avis de l'inspecteur des finances, l'accord du ministre du budget et l'accord du ministre de la fonction publique.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications
et des Entreprises publiques,

G. COËME

Evenwel komen niet in aanmerking :

1^o voor de tijdelijke, de periodes van dienstschorsing wegens ziekte of gebrekkigheid, langer dan :

a) 30 dagen voor personeelsleden met minder dan twee jaar dienst;

b) 60 dagen voor personeelsleden met twee en minder dan vier jaar dienst;

c) 90 dagen voor personeelsleden met vier jaar dienst en meer;

2^o voor de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen persoon, de periodes van schorsing die niet bezoldigd zijn en niet voor een bevordering tot een hogere wedde in aanmerking komen, behoudens de carensdag.

§ 2. De diensten, met inbegrip van de periodes die krachtens het statuut van het personeel van het instituut overeenstemmen met een toestand waarbij een ambtenaar van het instituut zijn aanspraak op een bevordering tot een hogere wedde behoudt, die de contractueel heeft verricht als tewerkgestelde werkloze in de overheidssector, worden tot maximum zes jaar in aanmerking genomen voor het toekennen van tussentijdse verhogingen.

De verrichte diensten die met toepassing van het eerste lid in aanmerking worden genomen, worden per maand berekend; de verrichte diensten die geen volle maand omvatten, worden niet meegerekend.

§ 3. Indien de overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 vastgestelde wedde lager is dan die welke het personeelslid bij de inwerkingtreding van deze bepaling genoot op grond van zijn tewerkstelling als tijdelijke of als tewerkgestelde werkloze, blijft de contractueel die hogere wedde genieten totdat hij overeenkomstig de geldende bezoldigingsregeling een wedde ontvangt die ten minste gelijk is aan dat bedrag.

Art. 9. Hij die geworven is met toepassing van artikel 4, geniet een bezoldiging die overeenstemt met zijn kwalificaties. Het bedrag van die bezoldiging wordt door de minister bepaald. Deze mag pas nadat hij het advies van de inspecteur van Financiën heeft ingewonnen en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting en van de Minister van Ambtenarenzaken heeft verkregen een bedrag bepalen dat hoger is dan het bedrag dat zou voortvloeien uit de toepassing van de artikelen 7 en 8.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

G. COËME

F. 93 — 1008

[C — 14062]

18 MARS 1993. — Arrêté royal fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, modifié par l'arrêté royal n^o 4 du 18 avril 1967;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 71, 72, 73 et 74;

Vu les protocoles du Comité de secteur VIII du 30 octobre 1991 et du 11 mars 1993;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 6 mai 1992 et le 14 octobre 1992;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 11 février 1993;

Vu l'avis de Notre Ministre du Budget, donné le 11 février 1993;

N. 93 — 1008

[C — 14062]

18 MAART 1993. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 71, 72, 73 en 74;

Gelet op de protocollen van het Sectorcomité VIII van 30 oktober 1991 en van 11 maart 1993;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 mei 1992 en op 14 oktober 1992;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 11 februari 1993;

Gelet op het advies van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 februari 1993;